

Inde : des Lepchas arrêtés pour leur opposition à un projet de grand barrage hydroélectrique

L'ancienne tribu des Lepchas habitait la forêt, où elle vivait en harmonie avec la nature, depuis des siècles. Les Lepchas étaient chasseurs et cueilleurs nomades, mais au milieu des années mille neuf cents ils ont commencé à pratiquer l'agriculture sédentaire. Ils sont célèbres pour leur riche patrimoine culturel et pour leur attitude réservée, surtout à l'égard des gens de l'extérieur.

Les Lepchas habitent la vallée du Dzongu, dans le petit État himalayen de Sikkim, près de la frontière avec la Chine. Cette région densément boisée a été officiellement démarquée comme réserve pour la communauté. Située à environ 70 km au nord de la capitale, Gangtok, elle jouxte la réserve de biosphère de Khangchendzonga et elle est limitée au Sud-Ouest par le fleuve Teesta, que les Lepchas considèrent comme leur fleuve sacré. Le Teesta parcourt une distance de 414 km à travers le Sikkim, une partie des montagnes Darjeeling et les plaines de Jalpaiguri, avant de se jeter dans le Brahmapoutre au Bangladesh. Grâce à la densité de son couvert forestier et à la richesse de sa diversité biologique, le bassin du fleuve Teesta est l'un des 25 points névralgiques de diversité biologique du monde et toute perturbation du débit naturel de ce fleuve turbulent risquerait d'être catastrophique pour les habitants des environs.

En 2003, l'initiative a été lancée de construire 162 grands barrages hydroélectriques dans 16 États indiens, presque tous situés dans les régions tribales pauvres du Nord. Sept de ces projets concernent la réserve Dzongu, le fleuve Teesta et ses affluents, dont le fleuve Rangyang où il est prévu de construire le barrage de Panan, de 280 MW. Ce dernier a déjà obtenu l'autorisation environnementale mais il lui manque d'avoir le permis forestier et celui de l'Autorité centrale de l'électricité (CEA). Il est développé par Himagiri Hydro Energy Ltd et promu par les fertilisants Nagarjuna.

Les Lepchas s'opposent aux grands barrages, qu'ils considèrent comme une menace non seulement pour l'environnement mais aussi pour leurs traditions et leur culture. Ils craignent que la disparition prévue du fleuve dans plusieurs tunnels ne s'accompagne de leur propre marginalisation. Les grands projets ont de fortes répercussions sur les habitants des zones voisines. Deux barrages hydroélectriques déjà construits, joints à d'autres facteurs, ont commencé à avoir des effets négatifs : les éboulements et les glissements de terrain se sont multipliés dans la région.

Les Lepchas se sont associés pour créer l'ACT (Citoyens affectés de Teesta) et ils ont organisé une campagne de style *satyagraha* (mouvement non violent) qui inclut des marches, des jeûnes et d'autres activités de ce genre. Les manifestations d'ACT contre les grands barrages se sont multipliées au Sikkim, surtout dans la réserve protégée des Lepchas au Dzongu. Ils ont réussi à arrêter quatre des six projets situés dans le Dzongu et à présent ils s'attaquent au projet de Panan.

Le 7 février dernier, la police de Sikkim a arrêté 43 manifestants, dont 7 femmes et deux jeunes membres d'ACT, à cause d'une plainte présentée par le directeur général d'Himagiri Hydro Energy Private Ltd, l'entreprise chargée du projet de barrage de Panan. Parmi les activistes arrêtés figuraient Dawa Lepcha, secrétaire général, Tenzing Lepcha, président de l'organisation CLOS (Lepchas concernés de Sikkim) et Gyatso Lepcha, vice-président du Sangha de Dzongu. Les deux jeunes manifestants ont été libérés mais

les autres ont été détenus par la police, accusés d'incendie criminel et d'entrée non autorisée dans le site du projet.

Il s'agit de la première fois de l'histoire de Dzongu que la police entre dans la réserve des Lepchas et arrête tant de personnes.

ACT a affirmé que ces arrestations avaient été arbitraires et réclamé la libération inconditionnelle des personnes concernées. L'organisation a finalement demandé qu'on les mette en liberté sous caution et, le 9 mars, les activistes ont été relâchés.

« Le Dzongu est tout ce qui nous reste, comment pouvons-nous permettre qu'on le détruise ? »

Article fondé sur des informations fournies par Souparna Lahiri, adresse électronique souparna.lahiri@gmail.com, et Voice of Sikkim, <http://www.voiceofsikkim.com/ACT/Environment/ACT/>.

SOURCE : BULLETIN WRM Avril 2009